



« Le rôle de la politique étrangère dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes : répondre aux défis, résistances et obstacles rencontrés par les femmes »

Conférence organisée par
le Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre
en partenariat avec le Conseil de l'Europe

NOTE CONCEPTUELLE

26 octobre 2021
Hôtel Hilton
Nicosie, Chypre

Conférence hybride



REPUBLIC OF CYPRUS
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Pour célébrer les 60 ans de l'adhésion de Chypre au Conseil de l'Europe, le ministère des Affaires étrangères de la République de Chypre, en collaboration avec le Conseil de l'Europe, organise une conférence de haut niveau sur « **Le rôle de la politique étrangère dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes : répondre aux défis, résistances et obstacles rencontrés par les femmes** ».

Bien que des progrès aient été accomplis, tant au niveau national qu'international, en matière de droits fondamentaux des femmes, l'égalité pleine et entière entre les femmes et les hommes n'a pas été réalisée à ce jour. En 2021, les femmes et les filles du monde entier continuent d'être confrontées à des restrictions de leur liberté, ainsi qu'à diverses formes de violence. Elles sont toujours privées de l'égalité des chances et de l'accès à l'éducation, à la santé, au travail, ainsi qu'à la vie politique, économique, culturelle et sociale. Cette situation a été aggravée dans le monde entier par la pandémie de COVID-19.

Dans le même temps, les relations internationales ne sont plus façonnées exclusivement à travers les domaines politiques traditionnels tels que la sécurité, la défense et les autres obligations internationales des États. Nous vivons à une époque où la diplomatie climatique, la diplomatie économique, la diplomatie culturelle et numérique, la migration et l'agenda des droits humains sont tous au centre des politiques étrangères. Dans ce contexte, les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes doivent être intégrés en tant que priorité horizontale dans toutes les politiques étrangères. Les discussions politiques et la mise en œuvre des programmes doivent tenir compte des différents besoins des femmes, et pour cela, les femmes doivent être incluses.

Les politiques internationales doivent donc tenir compte du fait que la pandémie de COVID-19 affecte différemment les femmes et les hommes et que les femmes ont été et sont plus durement touchées à bien des égards. Qu'il s'agisse de l'augmentation de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique, de l'accès limité aux services de planification familiale ou de l'impact économique disproportionné, les mesures visant à contrôler la pandémie affectent les femmes et leurs droits fondamentaux bien plus que les hommes. Plus précisément, les femmes migrantes ont été durement touchées par les confinements et les fermetures de frontières, les auteurs de violences sexistes, notamment sexuelles, utilisant souvent le COVID-19 comme moyen de contrôle coercitif, isolant les femmes plus que jamais auparavant. L'accès aux services a été réduit, voire supprimé, ce qui fait que les femmes migrantes ne sont pas en mesure d'obtenir de l'aide, de signaler les violences ou d'accéder à la justice et aux refuges.

Les questions liées à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la situation des droits des femmes dans le monde, y compris les aspects genrés des migrations internationales et des politiques humanitaires, doivent être au centre des relations internationales, afin de promouvoir la pleine application des normes internationales dans toutes les régions du monde.

Ces questions doivent être pleinement abordées au niveau international et plus particulièrement dans le contexte de la diplomatie et des relations internationales. Comme de nombreuses disciplines, la diplomatie et la politique internationale ont historiquement valorisé les caractéristiques associées à la « virilité » et ont été dominées par les hommes. Le domaine et les structures de pouvoir traditionnellement masculins au sein de la sphère diplomatique n'ont en fait pas permis aux femmes d'accéder aux carrières diplomatiques de manière égale dans les différentes parties du monde. Par exemple, d'après une étude du [Conseil de l'Europe sur la « participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision »](#), le nombre d'États membres où les différentes fonctions du service diplomatique ont atteint l'objectif minimum de 40 % de femmes et d'hommes était très faible en 2016, notamment pour les postes les plus élevés. Le nombre de ministres conseiller-ères (rang le plus bas examiné) comptait en moyenne le plus grand nombre de femmes diplomates (un peu moins de 33 %). Au contraire, sur 45 pays fournissant des données sur le nombre de femmes ambassadrices extraordinaires et plénipotentiaires (les postes les plus élevés du service diplomatique), seuls trois États ont atteint l'objectif minimum de 40 % (7 % des pays). Il est également important de noter que certains pays n'avaient aucune femme diplomate à certains de ces postes. Ces données démontrent clairement l'existence d'un plafond de verre dans le secteur diplomatique.

Par conséquent, bien qu'un certain nombre de pays européens ont développé des « politiques étrangères féministes » au cours des dernières années, la participation significative et effective des femmes et des filles dans les relations internationales, depuis les processus préparatoires et la prise de décision jusqu'à la mise en œuvre des décisions, ainsi que l'intégration d'une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les aspects de la politique étrangère, restent un défi majeur dans les États membres du Conseil de l'Europe.

La conférence se concentrera sur le rôle de la politique étrangère dans la promotion des droits des femmes et la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris dans le contexte des migrations, évaluera l'actualité des droits des femmes et de la participation des femmes au niveau multilatéral et discutera de la voie à suivre.

Aspects pratiques

Format : événement d'une journée, le 26 octobre 2021, en ligne, avec une partie de la participation en physique (hybride).

Audience cible : Politicien-nes (y compris les député-es), fonctionnaires, ambassadeurs et ambassadrices, diplomates, universitaires, société civile, jeunes, migrant-es, journalistes.